

Demande d'ouverture d'un redressement judiciaire (R. 631-1 c.com.)
ou d'une liquidation judiciaire (L. 640-1, R. 631-1 et R. 640-1 du code de commerce)

(accord sur l'ouverture d'un rétablissement professionnel (conditions rappelées en page 7))

Identification de la personne déposant la demande

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénoms :

Né(e) le

à

Nationalité :

Situation matrimoniale (*en cas de mariage, préciser le régime*) :

Domicile :

Nom de naissance et prénoms du père :

Nom de naissance et prénoms de la mère :

Qualité¹ : Dirigeant d'une société

Entrepreneur individuel (personne physique)

Assisté(e) ou représenté(e)² par :

Identification de l'entreprise en difficulté **N° SIREN :**

Forme juridique (*si société*) :

Dénomination (*si société ou EURL*) :

Enseigne :

Immatriculation au : RCS et/ou Répertoire des métiers ou Non inscrit

Régime particulier : EURL Auto-entrepreneur Néant

Adresse du siège social (*si société*) :

Adresse de l'établissement principal :

Activité :

Code APE/NAF :

Date de début d'activité :

Date de cessation d'activité (*le cas échéant*) :

Capital social (*si société*) :

Libération totale Libération partielle

Coordonnées	Informations importantes
Téléphone :	Date de cessation des paiements³ :
Portable :	Nombre de salariés employés à ce jour⁴ :
Fax :	Nombre de salariés (dans les 6 derniers mois)⁴ :
Email :	Chiffre d'affaires du dernier exercice :
	Date de clôture du dernier exercice :

¹ Pour une EURL, cocher « dirigeant d'une société » et non « entrepreneur individuel (personne physique) ».

² **La demande d'ouverture, lorsqu'elle n'émane pas du débiteur lui-même**, ne peut être reçue qu'en vertu d'un **pouvoir spécial** qui n'est pas inclus dans la mission de représentation et d'assistance des avocats (Com., 19/07/1988, n°86-15389).

³ Date à partir de laquelle il a été impossible de faire face au passif exigible à l'aide de l'actif disponible (confer l'article L. 631-1 du code de commerce). Autrement dit : la date à laquelle l'entreprise ne pouvait plus faire face à ses dettes.

⁴ Nombre de salariés à calculer conformément aux articles L. 130-1 et R. 130-1 du code de la sécurité sociale.

	Date de clôture	Chiffre d'affaires HT	Résultat net
Année N-1			
Année N-2			
Année N-3			

Lieux d'exploitation en dehors de l'établissement principal			
N°	SIRET	Adresse	Greffe dans lequel l'établissement est immatriculé

Avez-vous fait l'objet personnellement d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation ou avez-vous été dirigeant d'une société ayant connu l'une de ces procédures ? oui non

Si oui, date d'ouverture, indication de la juridiction et s'il y a lieu, dénomination de la société :

Exposez succinctement l'origine des difficultés de l'entreprise

<input type="checkbox"/> En cas de demande de redressement, exposez les moyens envisagés pour redresser la situation de l'entreprise en difficulté durant la période d'observation <input type="checkbox"/> En cas de liquidation judiciaire, expliquez pourquoi le redressement est manifestement impossible

ETAT DU PASSIF (dettes) de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL)⁵		
Créanciers (Nom, prénom et adresse /dénomination et siège)	Échu et exigible ⁶	A échoir ⁶
Salariés :		
Établissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...) :		
Dettes fiscales et/ou sociales :		
Autres dettes (fournisseurs, crédits-bails, bailleur, divers...) :		
TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :		
TOTAL GENERAL :		

⁵ L'état du passif (dettes) doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent.

⁶ Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier.
 Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance.

ETAT DES ACTIFS de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL) ⁷	
Description	Montant
<i>Immobiliers (murs du fonds, maison, terrain... appartenant à la personne exerçant l'activité) :</i>	
<i>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...) :</i>	
<i>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...) :</i>	
<i>Dû par les clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation) (Détail à donner dans annexe 2) :</i>	
<i>Titres et participations dans d'autres personnes morales :</i>	
<i>Crédits de TVA, crédit d'impôts sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers... :</i>	
TOTAL GENERAL :	

En cas d'accord sur l'ouverture d'un rétablissement professionnel, préciser en page 7 les modalités d'évaluation des biens.

⁷ L'état des actifs doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent.

Situation de trésorerie datant de moins d'un mois			
Banques	Disponible	Découvert	
	(seulement si solde positif)	Autorisé	Utilisé
Caisse :			Solde :

SALARIÉS	
Nom et prénom	Adresse
<i>Présents dans l'entreprise, ou en congé (maternité, parental, maladie) - ou compléter l'annexe 1</i>	
<i>Dont contrats rompus ou démissions :</i>	
<i>Instances en cours au conseil des prud'hommes :</i>	
<i>En cas d'instances aux prud'hommes en cours, nom de l'avocat de l'employeur :</i>	
Existe-t-il un comité social et économique : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<i>Si déjà désignés : prénom, nom et adresse des représentants de la délégation du personnel du comité social et économique habilités à être entendus par le tribunal et à exercer les voies de recours conformément à l'article L. 661-10 du code de commerce (dans ce cas, annexer une copie du PV d'élection) :</i>	
L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

Cas particuliers

Personnes responsables solidairement des dettes sociales (associés de SNC, associés commandités)	
Nom et prénom / dénomination	Domicile / Siège

L'entreprise exerce-t-elle une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ? oui non (Si oui, désignation de l'ordre professionnel ou de l'autorité)

L'entreprise exploite-t-elle une ou des installations classées au sens du titre Ier du livre V du code de l'environnement ? oui non (Si oui, fournir la copie de l'autorisation ou la déclaration)

L'entreprise exploite-t-elle un établissement de crédit, un établissement de monnaie électronique, un établissement de paiement ou est une entreprise d'investissement (R. 613-14 s. du code monétaire et financier) ? oui non

Affiliations

N° URSSAF :

N° affiliation Pôle emploi :

Convention collective applicable :

N°TVA intracommunautaire :

Personnes s'étant portées caution de l'entrepreneur individuel ou de la société (dirigeants, associés, conjoint...)

Nom des cautions	Bénéficiaire (banque)	Montant de la caution

Documents joints à la demande (article R. 631-1 et le cas échéant R. 641-1 du code de commerce)	Oui	Non
Facultatif : extrait récent d'immatriculation au RCS (Kbis) ou au Répertoire des Métiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
État actif et passif des sûretés et engagements hors bilan de moins de 7 jours (état complet disponible au greffe, service privilèges et nantissements ou sur www.infogreffe.fr)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes annuels du dernier exercice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation de trésorerie de moins d'un mois (relevé bancaire de tous les comptes de l'entreprise et les comptes personnels des entrepreneurs individuels)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la pièce d'identité du chef d'entreprise ou du représentant légal (en cours de validité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas où l'un ou l'autre de ces documents ne peut être fourni ou ne peut l'être qu'incomplètement, indiquer les motifs qui empêchent cette production :		

Je soussigné(e) (*identification du déclarant en page 1*) **demande concernant l'entreprise mentionnée en page 1, l'ouverture d'une procédure de :**

Redressement judiciaire

Liquidation judiciaire

Et selon le cas :

J'atteste sur l'honneur que concernant l'entreprise ou le patrimoine en difficulté, il n'a jamais été désigné un mandataire ad hoc ou ouvert une procédure de conciliation, dans les 18 mois précédant la présente demande

ou

Je déclare que dans les 18 mois précédant la présente demande :

Un mandataire ad hoc a été désigné :

- Date de la désignation :
- Juridiction ayant procédé à la désignation :
- Identité du mandataire ad hoc :

Une procédure de conciliation a été ouverte :

- Date de l'ouverture :
- Juridiction ayant procédé à l'ouverture de la conciliation :
- Identité du conciliateur :

Si demande de redressement, avez-vous le cas échéant à proposer la désignation d'un administrateur judiciaire ?

oui non

Si oui : identité et adresse de l'administrateur judiciaire proposé :

A renseigner uniquement si accord sur l'ouverture d'un rétablissement professionnel :

Je suis d'accord sur l'ouverture d'une procédure de rétablissement professionnel et j'atteste satisfaire aux conditions prévues aux articles L. 645-1, L. 645-2 & R. 645-1 du code de commerce, à savoir :

J'exerce une activité commerciale ou artisanale, à titre individuel ou je l'ai cessée depuis moins d'un an ;

Je suis en état de cessation des paiements et dans l'impossibilité manifeste de bénéficier d'un redressement ;

Je n'ai pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, au titre de l'un quelconque de mes patrimoines, d'une procédure de liquidation judiciaire clôturée pour insuffisance d'actif ou d'une décision de clôture d'une procédure de rétablissement professionnel ;

Je déclare que la valeur de réalisation des actifs visés en page 4 est inférieure à 15 000 € (*les biens que la loi déclare insaisissables de droit (ex : résidence principale) n'ont pas à être pris en considération pour déterminer la valeur de l'actif*)

Précisez les modalités d'évaluation de ces actifs :

Je n'ai employé aucun salarié au cours des six derniers mois et je ne suis impliqué dans aucune instance prud'homale en cours ;

Je n'ai pas la qualité d'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) concernant mon activité professionnelle en difficulté ;

Fait à

le

(Signature précédée de la mention « certifié sincère et véritable »)

Annexe 1 - Liste des salariés

Nb	Nom	Prénom	Date naissance	Lieu naissance	Domicile (n° et voie)	Code postal	Commune	N° sécurité sociale	Clé	Type de contrat Ex : CDI, CDD ...	Date embauche	Emploi	Qualification	Salaire brut	Coeff. / temp plein Ex : 1 ou 0,50 ...	Particularités

Annexe 2 – Renseignements divers

Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise

Avocat(s) :

Notaire :

Expert-comptable :

Commissaire aux comptes :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	N° et objet du contrat

Cotisations sociales du chef d'entreprise

Au regard de son statut social, le dirigeant est : majoritaire
 minoritaire

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité

Créances sur clients

Nom prénom/Dénomination	Adresse	Montant des créances	Echéance

Pour les sociétés, répartition du capital

Nom et prénom / Dénomination des associés ou actionnaires	Nb de titres ou %

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

- Demande d'ouverture d'une procédure collective de type :
- Sauvegarde
 - Redressement judiciaire
 - Liquidation judiciaire avec éventuellement : accord d'un rétablissement professionnel
- Demande d'ouverture d'une procédure de surendettement

Identification de la personne physique déposant la demande

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénoms :

Né(e) le

à

code postal :

Pays de naissance

Nationalité :

Situation matrimoniale (*en cas de mariage, préciser le régime*) :

Domicile (Bâtiment – Escalier – Etage – Appartement ; Numéro / Voie ; Lieu-dit ; Code postal ; Localité ; Pays) :

Assisté(e) ou représenté(e)¹ par :

Vous êtes assisté par un travailleur social :

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Adresse mail

En signant cette déclaration, j'autorise la commission à adresser une copie des courriers relatifs au traitement de mon dossier au travailleur social dont les coordonnées figurent ci-dessus.

¹ La demande d'ouverture, lorsqu'elle n'émane pas de l'entrepreneur individuel lui-même, ne peut être reçue qu'en vertu d'un **pouvoir spécial** qui n'est pas inclus dans la mission de représentation et d'assistance des avocats (*Com., 19/07/1988, n°86-15389*) Elle peut être remise aussi par un héritier de l'entrepreneur individuel décédé (L631-3 al.2 et 640-3 al.2 du code de commerce)

Identification de l'entreprise en difficulté

N° SIREN :

Statut du **Entrepreneur** ou **EIRL²**
débiteur : **individuel**

Dénomination :

Le débiteur concerné est-il décédé ? : oui non Date du décès (dans ce cas) :

Enseigne :

Immatriculation au : RCS et/ou Répertoire des métiers ou Non inscrit

Adresse de l'établissement principal :

Activité principale :

Code APE/NAF :

Date de début d'activité :

Date de cessation d'activité (*le cas échéant*) :

Coordonnées personnelles	Informations importantes :	
Portable :	Date de cessation des paiements (<i>s'il y a lieu</i>) ³ :	
	Nombre de salariés employés à ce jour ⁴ :	
Fixe :	Nombre de salariés (dans les 6 derniers mois) :	
Mail :	Chiffre d'affaires du dernier exercice :	
	Date de clôture du dernier exercice :	

² EIRL = entrepreneur individuel à responsabilité limitée (seulement pour ceux ayant choisi ce statut avant le 16/02/2022). Dans ce cas, veuillez ne renseigner que les pages 1 à 6, 13 et s'il y a lieu, les deux annexes

³ Il s'agit de la date à partir de laquelle l'entrepreneur individuel ne pouvait pas faire face à ses dettes professionnelles à partir de son actif professionnel. S'il est demandé l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, il ne doit pas exister un état de cessation des paiements. Cette date n'est donc pas à renseigner

⁴ Nombre de salariés à calculer conformément aux articles L130-1 et R130-1 du code de la sécurité sociale

SITUATION DE L'ENTREPRISE :

	Date de clôture :	Chiffre d'affaires HT :	Résultat net :
Année N-1			
Année N-2			
Année N-3			

Lieux d'exploitation en dehors de l'établissement principal :			
N°	SIRET	Adresse	Greffe dans lequel l'établissement est immatriculé

Avez-vous fait l'objet personnellement d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation ou avez-vous été dirigeant d'une société ayant connu l'une de ces procédures ? oui non

Si réponse « oui », date d'ouverture, indication de la juridiction et s'il y a lieu, dénomination de la société :

Avez-vous fait l'objet pour votre activité professionnelle indépendante, dans les 18 mois précédents la demande, d'un mandat ad hoc ou d'une procédure de conciliation ? oui non

Si réponse « oui », date de la décision prise, indication de la juridiction et identité du mandataire ad hoc ou conciliateur désigné :

Exposez succinctement l'origine de vos difficultés professionnelles :

--

- En cas de sauvegarde, expliquez les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de surmonter vos difficultés professionnelles
- En cas de demande de redressement, exposez les moyens envisagés pour redresser la situation de votre entreprise individuelle en difficulté durant la période d'observation
- En cas de liquidation judiciaire, expliquez pourquoi le redressement de votre entreprise individuelle est manifestement impossible

--

SITUATION DE L'ENTREPRISE :**ETAT DES ACTIFS PROFESSIONNELS (ou si EIRL : actifs du patrimoine affecté) ⁵**

Description :	Montant :
<i>Immobiliers appartenant à l'entrepreneur individuel et utiles à l'activité professionnelle (murs du fonds, maison, terrain...) :</i>	
<i>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...) :</i>	
<i>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...) :</i>	
<i>Dû par les clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation) (Détail à donner dans annexe 2) :</i>	
<i>Titres et participations dans des personnes morales :</i>	
<i>Crédits de TVA, crédit d'impôts sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers... :</i>	
	TOTAL GENERAL :

⁵ L'état des actifs doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent.

SITUATION DE L'ENTREPRISE :

ÉTAT DU PASSIF (DETTES) PROFESSIONNEL (ou si EIRL : passif du patrimoine affecté) ⁶		
Créanciers (Nom, prénom & adresse) ou (dénomination & siège) Préciser pour chaque dette, la date d'exigibilité la + ancienne :	Échu & exigible ⁷ :	A échoir ⁷ :
<i>Salariés (montant global des sommes impayées) :</i>		
<i>Établissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...) :</i>		
<i>Dettes fiscales et/ou sociales :</i>		
<i>Autres dettes (fournisseurs, bailleur des locaux professionnels, crédits-bails, bailleur, divers...) :</i>		
TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :		
		TOTAL GENERAL :

⁶ L'état du passif (dettes) doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent.

⁷ Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier
Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance

SITUATION DE L'ENTREPRISE :

Situation de trésorerie datant de moins d'un mois :			
Banques :	Disponible : (Seulement si solde positif)	Découvert :	
		Autorisé :	Utilisé :
Caisse :	Solde :		

SALARIES :	
Nom et prénom	Adresse
<i>Présents dans l'entreprise, ou en congé (maternité, parental, maladie) - ou compléter l'annexe 1</i>	
<i>Dont contrats rompus ou démissions :</i>	
<i>Instances en cours au conseil des prud'hommes :</i>	
<i>En cas d'instances aux prud'hommes en cours, nom de l'avocat de l'employeur :</i>	
Existe-t-il un comité social et économique : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<i>Si déjà désignés : prénom, nom et adresse des représentants de la délégation du personnel du comité social et économique habilités à être entendus par le tribunal et à exercer les voies de recours conformément à l'article L661-10 du code de commerce (dans ce cas, annexer une copie du PV d'élection) :</i>	
L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

SITUATION DE L'ENTREPRISE :

Est-ce que vous exploitez une ou des installations classées au sens du titre Ier du livre V du code de l'environnement ? oui non (Si oui, fournir la copie de l'autorisation ou la déclaration)

Affiliations

N° URSSAF :

N° affiliation Pôle emploi :

Convention collective applicable :

N°TVA intracommunautaire :

Personnes s'étant portées caution de l'entrepreneur individuel

Nom des cautions :	Bénéficiaire (banque) :	Montant de la caution :

Si vous avez choisi le statut d'EIRL (entrepreneur individuel à responsabilité limitée) avant le 16 février 2022, vous n'avez pas à renseigner les pages 7 à 12.

Il vous suffit :

- De rappeler sur cette page votre demande
- De la dater et de la signer en faisant précéder votre signature de la mention « certifié sincère et véritable »
- De pointer les pièces devant être annexées à votre demande (page 17) uniquement concernant votre situation professionnelle
- De compléter, s'il y a lieu, les annexes 1 et 2 (en fin de document)

RAPPEL DE VOTRE DEMANDE (en page 1) :

- Demande de sauvegarde
- Demande de redressement judiciaire
- Demande de liquidation judiciaire
- Etant précisé que je suis d'accord sur l'ouverture d'un rétablissement professionnel (les conditions d'un rétablissement professionnel sont précisées en page 11 / si vous êtes titulaire de plusieurs patrimoines, le seuil de 15 000 euros est déterminé en prenant en compte l'ensemble de vos patrimoines (L645-1 al.2))

Fait à

le

(Signature précédée de la mention « certifié sincère et véritable »)

SITUATION PERSONNELLE DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL :**SITUATION FAMILIALE ACTUELLE :**

<i>Vous vivez en couple :</i>	<i>Vous vivez seul(e) :</i>
<input type="checkbox"/> Marié(e) depuis le :	<input type="checkbox"/> Célibataire
<input type="checkbox"/> Pacsé(e) depuis le :	<input type="checkbox"/> Séparé(e) depuis le :
<input type="checkbox"/> Concubin(e) depuis le :	<input type="checkbox"/> Divorcé(e) depuis le :
Autre à préciser :	<input type="checkbox"/> Veuf(ve) depuis le :

ENFANTS et/ou AUTRE(S) PERSONNE(S) VIVANT A VOTRE DOMICILE (enfant, enfant à naître, conjoint(e), autre personne à charge) :

<i>Lien de parenté :</i>	<i>Année de naissance :</i>	<i>Situation ou mode de garde :</i>	<i>Est-ce que cette personne dispose de certaines ressources ?</i>
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

SITUATION CONCERNANT VOTRE LOGEMENT :

<input type="checkbox"/> Locataire
Faites-vous l'objet d'une mesure d'expulsion ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<input type="checkbox"/> Propriétaire
Faites-vous l'objet d'une saisie immobilière ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<input type="checkbox"/> Hébergé
<input type="checkbox"/> Occupant à titre gratuit
<input type="checkbox"/> Sans domicile fixe
<input type="checkbox"/> En maison de retraite
<input type="checkbox"/> Autres cas (mobil-home, famille d'accueil ...)
Joindre la copie du justificatif correspondant à votre situation et tout document relatif à la procédure d'expulsion ou de saisie immobilière

AIDE ou PRESTATIONS SOCIALES :

Est-ce que vous bénéficiez d'une mesure d'aide ou d'action sociale ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Si réponse « oui », indiquez le nom et les coordonnées du service chargé de cette mesure ?

Le cas échéant, quel est le nom de votre caisse d'allocations familiales et votre n° allocataire ?
--

SITUATION PROFESSIONNELLE :

Exercez-vous une autre activité professionnelle individuelle indépendante (exemple : profession libérale, agriculteur, agent commercial...) ? oui non

Si réponse « oui », indiquez laquelle ?

Si vous avez cessé toute activité professionnelle individuelle indépendante, est-ce que vous êtes actuellement ?

Salarié en CDI depuis le :

Salarié en CDD depuis le :

Salarié intérimaire depuis le :

Dirigeant de société depuis le :

Quel est le nom de la société et n° INSEE :

En congé parental depuis le :

Demandeur d'emploi depuis le :

Etudiant depuis le :

Sans activité depuis le :

Autre depuis le :

Catégorie de ressource :

Salaire	<input type="checkbox"/> Salaire	Montant :
Pensions	<input type="checkbox"/> Retraite :	
Pensions Allocations	<input type="checkbox"/> Pension alimentaire reçue :	
	<input type="checkbox"/> Autres pensions :	
	<input type="checkbox"/> Allocations chômage :	
Allocations Rentes	<input type="checkbox"/> Allocation logement / APL :	
	<input type="checkbox"/> Allocations familiales :	
	<input type="checkbox"/> Allocation spécifique de solidarité :	
	<input type="checkbox"/> Revenu de solidarité active :	
	<input type="checkbox"/> Autres allocations :	
	<input type="checkbox"/> Rente viagère :	
Rentes	<input type="checkbox"/> Autres rentes :	
Autres ressources	<input type="checkbox"/> Indemnités journalières :	
Autres ressources Joindre les justificatifs de l'ensemble de vos ressources déclarées	<input type="checkbox"/> Revenus fonciers :	
	<input type="checkbox"/> Revenus de valeurs et capitaux mobiliers :	
	<input type="checkbox"/> Autres :	

MONTANT TOTAL DES RESSOURCES MENSUELLES :

CHARGES MENSUELLES :**Charges liées au logement**

Loyer	
Charges de copropriété	
Energie (gaz, électricité)	
Autres (préciser) :	
<i>Faites-vous l'objet de poursuites</i> <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

Impôts

Impôts sur le revenu	
Taxe foncière	
Taxe d'habitation	
Autres (préciser) :	
<i>Faites-vous l'objet de poursuites</i> <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

Autres charges

Pension alimentaire	
Mutuelle	
Frais de garde	
Frais de scolarité	
Autres (préciser) :	

MONTANT TOTAL DES CHARGES MENSUELLES :

ÉTAT DES ACTIFS PERSONNELS⁸

Description :	Montant ou valeur :	
Immeubles (maison, appartement, terrain, mobil-home, garage, parking...) ou partie d'immeuble non affectés à l'activité professionnelle :		
<i>Bien immobilier</i>	<i>Bien en indivision</i>	
Résidence principale	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Autre bien immobilier	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Terrain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Garage – Parking	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Autres (préciser) :		
Bien mobiliers (de valeur significative, par exemple voiture, bijoux, tableau) non affectés à l'activité professionnelle :		
Compte-courant créditeur et épargne (plan d'épargne, compte épargne, livret A, assurance-vie, compte titre...)		
Préciser l'IBAN de chacun de vos comptes bancaires et comptes de paiement :		

⁸ L'état des actifs personnels doit être établi au jour de la demande ou dans les 7 jours qui précèdent

Parts sociales ou actions dans des personnes morales (non cotées en bourse) ex : SCI

--	--

Créances sur des tiers :

--	--

ÉTAT DU PASSIF PERSONNEL⁹				
Créanciers (Nom, prénom et adresse /dénomination et siège) Préciser pour chaque dette, la référence de la dette, la date d'exigibilité la plus ancienne :		Échu & exigible :	A échoir :	Faites-vous l'objet de poursuites O/N
Dettes de logement :				
Dettes de charges courantes personnelles (impôts, électricité, énergie, dettes sociales, assurance ...) :				
Dettes non professionnelles auprès d'établissements bancaires ou financiers (découverts bancaires, crédits bancaires et prêts à la consommation, locations avec ou sans option d'achat...) :				
Etablissement financier	Référence du compte	Montant du découvert autorisé	Impayés	Faites-vous l'objet de poursuites O/N
Crédits à la consommation				
Créancier	Référence du contrat de prêt	Capital emprunté	Montant impayé	Faites-vous l'objet de poursuites O/N

⁹ L'état des actifs personnels doit être établi au jour de la demande ou dans les 7 jours qui précèdent

Locations diverses				
Créancier	Début de contrat	Montant du loyer	Montant des impayés	Faites-vous l'objet de poursuites O/N
Dettes fiscales non professionnelles				
Nature de la dette		Montant dû	Faites-vous l'objet de poursuites O/N	
Impôt sur le revenu				
Amendes				
Autres (préciser) :				
Autres dettes personnelles (ex : cautionnements, prêts familiaux, pension alimentaire, condamnation pénale...) :				
Créancier	Nature de la dette	Montant dû	Faites-vous l'objet de poursuites O/N	

RAPPEL DE VOTRE OU VOS DEMANDES (en page 1) :

- Demande de sauvegarde
- Demande de redressement judiciaire
- Demande de liquidation judiciaire
- Etant précisé que je suis d'accord sur l'ouverture d'un rétablissement professionnel car je remplis les conditions suivantes (*veuillez cocher les conditions remplies*) :
- J'exerce une activité commerciale ou artisanale, à titre individuel ou je l'ai cessée depuis moins d'un an
 - Je suis en état de cessation des paiements et dans l'impossibilité manifeste de bénéficier d'un redressement
 - Je n'ai pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, au titre de l'un quelconque de mes patrimoines, d'une procédure de liquidation judiciaire clôturée pour insuffisance d'actif ou d'une décision de clôture d'une procédure de rétablissement professionnel
 - Je déclare que la valeur de réalisation des actifs visés en page 4 est inférieure à 15 000 € (*les biens que la loi déclare insaisissables de droit (ex : résidence principale) n'ont pas à être pris en considération pour déterminer la valeur de l'actif*)
 - Je n'ai employé aucun salarié au cours des six derniers mois et je ne suis impliqué dans aucune instance prud'homale en cours
- Demande à bénéficier des mesures de surendettement prévues par le livre VII du code de la consommation

QUESTIONNAIRE INDISPENSABLE POUR CIBLER VOTRE SITUATION AU REGARD DES ARTICLES L681-1 à L681-3 du code de commerce et L711-1 du code de la consommation :

- Avez-vous cessé votre activité professionnelle indépendante ? oui non
Si réponse « oui », à quelle date ?
- Avez-vous tenu une comptabilité pour votre activité professionnelle indépendante ? oui non
Si réponse « oui » :
- *Est-ce que votre comptabilité professionnelle est à jour ?* oui non
 - *Est-ce que votre patrimoine professionnel est strictement distinct de votre patrimoine personnel ?* oui non
 - *Si la comptabilité n'est pas à jour :*
 - *Quelle(s) raison(s) explique(nt) que votre comptabilité ne soit pas à jour ?*
 - *Depuis quelle période votre comptabilité n'est pas à jour ?*
- Etes-vous redevable d'une dette personnelle ou professionnelle née avant le 15 mai 2022 ou avant votre immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers ? oui non
Si réponse « oui », veuillez mentionner votre ou vos créanciers à l'égard desquels vous avez les dettes les plus importantes ainsi que leurs montants ?

- Avez-vous souscrit avant le 15 mai 2022 un ou plusieurs prêts personnel ou professionnel toujours en cours ou pour lesquels vous êtes poursuivi ? oui non
Si réponse « oui », nom ou dénomination du prêteur, date du prêt et montant du capital restant dû ?

- Avez-vous renoncé dans les conditions prévues aux articles L526-22 al.4, L526-25 et D526-28 c.com., à la protection de votre patrimoine personnel au profit d'un créancier professionnel ? oui non
Si réponse « oui », veuillez préciser le nom ou la dénomination de ce ou ces créanciers, ainsi que le ou les montants de l'engagement ?

- Restez-vous débiteur de la taxe foncière sur un bien professionnel utile à votre activité professionnelle indépendante ? oui non

- Uniquement dans l'hypothèse où vous n'avez pas opté pour l'impôt sur les sociétés concernant votre activité professionnelle indépendante, restez-vous débiteur d'impôt sur le revenu ou de prélèvements sociaux à l'égard de l'administration fiscale ? oui non

- Restez-vous débiteur de cotisations sociales au titre de votre activité professionnelle indépendante ? oui non
Si réponse « oui », à l'une de ces trois questions, précisez le ou les montants dus et à l'égard de quelle administration ou organisme ?

JOINDRE à la présente déclaration un courrier explicatif de votre situation de surendettement

Fait à _____ le _____
(Signature précédée de la mention « certifié sincère et véritable »)

DOCUMENTS A JOINDRE A LA DEMANDE EN COPIE
(Articles R681-1, R621-1, R640-1 & R640-1-1 du code de commerce,
R721-2 et R721-3 du code de la consommation) :

	OUI	NON
S'agissant de votre situation professionnelle :		
Facultatif : extrait récent d'immatriculation au RCS (Kbis) ou extrait du Registre National des entreprises pour un artisan	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
État actif et passif des sûretés et engagements hors bilan de moins de 7 jours (<i>état complet disponible au greffe, service privilèges et nantissements ou sur www.infogreffe.fr</i>) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes annuels du dernier exercice :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation de trésorerie de moins d'un mois (<i>relevé bancaire de tous les comptes de l'entreprise et les comptes personnels des entrepreneurs individuels</i>) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Compte de résultat prévisionnel de moins de 7 jours :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la pièce d'identité de l'entrepreneur individuel (<i>en cours de validité</i>) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
S'agissant de votre situation personnelle :		
Justificatifs des revenus personnels (3 dernières fiches de salaire et la fiche de décembre de l'année précédente, justificatifs du versement de pensions diverses)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Allocations diverses : dernière notification de droits aux allocations chômage délivrée par Pôle emploi, dernière notification des droits CAF ou MSA ou à défaut le numéro d'allocataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs des loyers perçus et contrat de bail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs des ressources des autres personnes du foyer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Jugements relatifs à la situation personnelle (jugement de fixation de la pension alimentaire, jugement de divorce, jugement relatif au paiement de la contribution à l'entretien et l'éducation d'un enfant mineur...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Compte(s) courant(s) : relevés de tous les comptes bancaires des trois derniers mois comportant les coordonnées bancaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dernier avis d'imposition ou de non-imposition sur le revenu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dernière quittance de loyer ou dernier avis d'échéance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vous être propriétaire : dernier relevé des charges de copropriété et dernière taxe foncière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs des montants de toutes les autres charges (mutuelle, frais de santé, frais de garde, frais de scolarité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Titre(s) de propriété	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Estimation récente des biens immobiliers faite par un professionnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Carte grise de tous les véhicules	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Derniers relevés des comptes épargne, compte-titre, livret A, assurance-vie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs de la valeur des parts détenues dans des sociétés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Actes de prêt immobilier avec tableau d'amortissement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Actes de prêt et dernier relevé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrats avec option d'achat (LOA) ou location longue durée (LLD)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Liste des procédures d'exécution en cours à l'encontre des biens personnels (produire copie des actes de saisie) : Acte(s) de saisie mobilière (saisie-attribution, saisie-vente, saisie des rémunérations, assignation devant le juge de l'exécution, jugement du juge de l'exécution...) Acte(s) de saisie mobilière (saisie-attribution, saisie-vente, saisie des rémunérations, assignation devant le juge de l'exécution, jugement du juge de l'exécution...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs de toutes les charges mensuelles déclarées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs des amendes et dette pénales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs si procédure d'expulsion (commandement de quitter les lieux, décision ordonnant l'expulsion, jugement de résiliation du bail...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des cessions de rémunération personnelle consenties aux créanciers :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de l'acte de renonciation à la protection du patrimoine personnel :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Courrier explicatif justifiant la situation de surendettement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Dans le cas où l'un ou l'autre de ces documents ne peut être fourni ou ne peut l'être qu'incomplètement, indiquer les motifs qui empêchent cette production :</p>		

Annexe 2 – Renseignements divers

[Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise](#)

Avocat(s) :

Notaire :

Expert-comptable :

Commissaire aux comptes :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	N° et objet du contrat

[Cotisations sociales de l'entrepreneur individuel](#)

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité

[Créances sur clients](#)

Nom prénom/Dénomination	Adresse	Montant des créances	Echéance